



Séance plénière du 5 avril 2018

MOTION PRESENTÉE PAR LE GROUPE SOCIALISTE

MOTION POUR LA SAUVEGARDE DE L'USINE FORD A BLANQUEFORT

L'annonce brutale de Ford et sa décision, sans concertation, de cesser d'investir sur le site de Blanquefort ont choqué les salariés de l'usine, les partenaires institutionnels ainsi que l'opinion publique.

Un choc car ce ne sont pas moins de 900 emplois directs et 3 000 emplois indirects qui sont menacés, plusieurs milliers de familles qui risquent de se retrouver en situation critique.

Dans notre précédente Motion de soutien à l'Usine Ford de Blanquefort de décembre 2017, nous faisons déjà apparaître, à juste titre, notre « crainte d'une fermeture programmée du site ». Cependant nous ne pouvons croire que tout cela a été orchestré, prémédité dans le dos des salariés et des partenaires institutionnels ; tant cela traduirait d'une part un manquement certain aux engagements consentis, d'autre part un véritable mépris des salariés.

Pour rappel, le 28 novembre 2011, une délibération prise par le Conseil Général de la Gironde accordait une aide de 2 millions d'euros (dont un versement de 680 000 € reste à réaliser) pour la mise en œuvre d'un nouveau programme d'industrialisation du site conditionné au maintien de 1 000 emplois et ce, pendant 5 ans, après l'achèvement des investissements (soit jusqu'à **fin 2019**).

La Direction de Ford, depuis plusieurs mois, n'a jamais fait de réelles propositions concrètes. A l'inverse, les salariés de l'usine ont eu une attitude responsable en formulant des solutions industrielles réalistes. Ces propositions ont été présentées lors des différents Comités de suivi. Pour autant, quelques semaines avant la fin de l'accord-cadre avec les Pouvoirs Publics, Ford Europe fait volte-face en refusant les propositions émises et en refusant de se déplacer sur le site.

Concrètement, Ford n'a aucune raison économique de partir. En effet :

-La Direction a réalisé une étude en 2017, qui a salué la compétitivité du site, puisque celui-ci a gagné plus de 8 % d'efficacité, contre 4 % en moyenne pour les autres sites. L'entreprise a reconnu que le site de Blanquefort avait de vrais savoir-faire et une réelle technicité.

-L'activité peut être maintenue, a minima jusqu'à fin 2019, si la Direction accepte une augmentation des volumes de la boîte de vitesse produite aujourd'hui. En effet, davantage de 6F35 pourraient être fabriquées sans aucun investissement de la part de Ford.

-Ford est un constructeur en retard sur le marché européen pour la voiture de demain (voitures électriques, hybrides, autonomes) : il s'agit de véritables opportunités économiques. L'État et la Région sont prêts à travailler avec la Direction de Ford à ce sujet. Pourquoi ne fait-on pas participer l'usine de Blanquefort à ces défis de demain ?

Monsieur le Président du Conseil départemental de la Gironde et son Assemblée demandent que :

- Ford tienne ses engagements pris auprès du gouvernement et maintienne l'activité jusqu'à **fin 2019**. Ce délai laisserait le temps nécessaire pour travailler collectivement à une véritable stratégie industrielle pour ce site, avec une Direction de Ford réellement engagée et travaillant enfin en toute transparence.
- Ford étudie sérieusement une reconversion de son site de Blanquefort permettant à ses salariés de mettre à disposition leur technicité pour les véhicules Ford de demain.

Dans le cas où Ford Europe ne respecterait pas ses engagements, pris dans l'accord cadre signé en 2013, le Conseil départemental de la Gironde ne verserait pas le dernier tiers prévu.

MOTION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS